L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

BUREAUX, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

VENDREDI 31 JANVIER 1879.

LA RÉTROCESSION DE L'ALSACE-LORRAINE.

Nous plaçons avec les pièces du lecteur la condamnation complète de l'article que le *Daily Telegraph* consacrait à la lettre d'un ancien ministre, parue dans le *Moniteur*.

Un ancien ministre, écrivant au *Moniteur* officiel, [illegible] avec un patriotique dédain de cette bravade qui prétend que la France, après avoir déposé une centaine de millions pour relever ses forces d'une manière formidable, pourrait consentir éventuellement à régler tous ces différends avec l'Allemagne en supposant pour une forte somme les provinces perdues par le traité de 1871.

L'auteur de la lettre indique à bon droit à la presse prussienne qu'une pareille transaction paraîtrait très considérée par les Allemands ou par les Français comme pouvant se faire. Personne ne pensa, en point de vue des sentiments, ne peut penser ceux qui ont perdu un noble cœur à s'élever avec mépris contre une suggestion qui ne tend à rien moins qu'à prouver que, manquant de confiance dans leur habileté à reconquérir par les armes ce qui leur a été arraché par surprise, les Français pensent se faire à l'idée de donner cette fois Strasbourg à leur ennemi victorieux, qui, profondément embarrassé, reconnaîtra dans la suite la nécessité de blâmer, pour une magnifique démonstration les conquêtes faites par lui. Il y a dans cette proposition quelque chose qui ne peut être que profondément blessant pour la majorité des Français. Depuis sept ans, en effet, la France se condamne volontairement à des sacrifices énormes pour être à même de saisir la première occasion favorable de recouvrer les deux provinces qui lui ont été "arrachées par perfidie". On sait que l'organisation de l'armée a atteint le maximum de son développement l'automne dernier; il est donc naturel qu'une nation fière et vaillante comme la France se révolte à l'idée d'une transaction pécuniaire.

Mécontentes de la brûlante question d'Alsace-Lorraine sur laquelle il est si difficile aux Français comme aux Allemands d'écrire impartialement, cet une question susceptible d'être envisagée par les deux parties sous certaine pointe de vue équitable.

L'ancien diplomate n'est presque pas excusable de prétendre que l'Allemagne, en s'annexant ces provinces, avait en vue de les rétrocéder plus tard à la France pour une somme considérable. On peut douter, quant à l'Alsace, que l'Allemagne veuille y renoncer entièrement et volontairement pour une somme quelconque de millions que lui offrirait la France. Etant une province entièrement allemande, peuplée de purs Teutons, qu'une longue union avec la France a failli convertir en Français, de perte serait aussi intolérable à l'Allemagne que l'est celle de la Lorraine pour la France.

Quant à cette dernière province, au contraire, il y a sans doute nombre d'Allemands qui souhaiteraient à l'heure actuelle sa rétrocession à la France, moyennant une frontière sûre de l'Allemagne et la destruction de Metz, comme forteresse, car il est beaucoup d'esprits qui sont encore convaincus que l'Allemagne ne peut être à l'abri d'une invasion française qu'en détenant cette ville, maintenant l'une des plus fortes places du monde.

C'est aux illustres partisans de cette théorie que le prince de Bismarck cédait dans la réunion tenue à Versailles devant l'empereur Guillaume, pour la discussion des termes, au traité de paix, malgré ses propres convictions politiques. Son opinion, sur ce fait, a été bien souvent répétée depuis la guerre, et il a même été, dans des conversations privées qui sont depuis devenues publiques, jusqu'à regretter les nécessités stratégiques qui l'ont forcé d'insister sur l'annexion de la Lorraine, qui devait naturellement, par la nature même des choses, devenir pour la France un grief dénié à retarder le définitivement le rétablissement d'une amitié cordiale et durable entre la France et l'Allemagne.

Il appréciait si justement la profondeur de la blessure faite par l'annexion à l'amour-propre des Français, que cauvent, il y a quelques années avec un journaliste hongrois, membre de la chambre de Pesth, il lui dit :

"Si, en faisant une concession qui fut d'accord avec l'honneur et la dignité de l'Allemagne, on pouvait garantir que les générations futures en France nous pardonneraient franchement et sans réserve nos succès militaires, et garderaient avec nous l'amitié et l'alliance que les Français d'aujourd'hui seraient sincèrement prêts à nous accorder contre la rétrocession de leur frontière sans hellem, moi, comme patriote allemand, je serais le premier à conjurer l'empereur et la nation de condescendre à ce désir, et de rendre aux Français la Lorraine et l'Alsace même, d'une façon chevaleresque, spontanément, et sans aucun étroit esprit de marché. Mais comment prédire combien de temps les Français resteront dans le même esprit, et si la prochaine génération ne répudierait pas les engagements moraux de ses prédécesseurs ?

"Elle attribuerait peut-être notre concession à la couardise et elle proclamerait la revanche pour venger des souffrances qu'elle n'aurait pas endurées !

"Et puis la restitution volontaire de l'Alsace-Lorraine à la France par l'Allemagne n'empêcherait pas les Français de l'avoir de réclamer les frontières du Rhin, dès qu'ils estimeraient l'occasion d'une bonne querelle avec nous, et la fortune des armes est changeante. Je répète qu'aucun sacrifice de nos conquêtes ne pourrait, dans mon opinion, empêcher l'Allemagne de conserver une paix véritable et durable avec la France; ils ne le feraient pas, et rien ne pourrait compter que les Français puissent changer leur nature."

Dans ces lignes, remarquez que le prince français demeurait avec colère et tristesse, le pelage de Bismark rappelle une circonstance qu'ignore "l'ancien diplomate." La France a nourri l'espoir de se réunuexer les provinces allemandes du Rhin pendant un temps aussi long que celui que mentionne l'écrivain français, lorsqu'il dit "que pendant plus de soixante ans, l'Allemagne méditait la conquête de l'Alsace-Lorraine et appprenait à ses enfants à haïr et à détester les Français." Y a-t-il en aucun Français honnête qui pourrait nier que, la victoire eût-elle souri aux armées napoléoniennes, la France victorieuse n'eût rêvé à l'Allemagne des territoires considérés aujourd'hui comme partie intégrante de l'empire allemand ?

La douleur de la France en perdant l'Alsace et la Lorraine est égale à celle qu'aurait ressentie l'Allemagne si elle avait dû, faute de céder ces provinces du Rhin à un ennemi victorieux; et le dédommagement que subirait la France si elle méditait par l'argent son territoire perdu, en supposant possible une transaction pareille au lieu et place d'une conquête au prix d'un sang et de trésors incalculables, est plutôt imaginaire que réel.

Les bruits qui ont causé l'indignation de "l'ancien diplomate" ne sont pas nouveaux; mais ils n'avaient jusqu'ici pas précédé beaucoup dans la publicité. Lorsque M. de Saint-Vallier, personnage bien en cour à Berlin, fut envoyé dans cette ville comme représentant de la France, la société diplomatique et officielle de Paris rattacha assurément à cette nomination, avec son ingénuité habituelle, des suppositions tendant à faire croire que c'était là un premier pas vers un arrangement amiable qui se conclurait entre la France et l'Allemagne, sous le gouvernement présomptif du maréchal MacMahon.

Quelque temps après, M. Gambetta se rendit à Rome où, dit-on, il eut des entretiens prolongés avec M. de Keudell, l'ambassadeur d'Allemagne, et un des ses confidents du prince de Bismarck. Cela, joint à quelques [illegible] dit dans les [illegible] bruits que [illegible] Gambetta, en [illegible] M. de Keudell d'une part, et M. de Saint-Vallier et Gambetta de l'autre, et cela au sujet de la rétrocession de la Lorraine (il n'était pas question de l'Alsace.) On ajoutait que si ces négociations devaient aboutir, elles impliquaient des remaniements territoriaux importants et ne concernant pas seulement la France et l'Allemagne, mais touchant l'indépendance et même l'existence d'autres Etats européens.

Au milieu de ces conjectures, le chancelier de l'empire prussien, dans parle à la Chambre allemande, fut manifestement ému lorsqu'il vint à parler de la question française. Il ne [illegible] qu'un rang secondaire. Il se [illegible] hostile et inopportun d'entrer dans les détails de l'arrangement dont on parlait alors; mais on peut affirmer que la compensation offerte à l'Allemagne était tellement territoriale; la France n'ayant pas en à faire de nouvelles conquêtes; mais rien n'aurait été pas en harmonie avec le maintien de la loyauté de la République française à l'égard de ses voisins moins puissants.

A peine [illegible] ...

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Température du 30 Janvier 1879.
Thermomètre de C. Durame, Opticien.

	Fahrenheit	Centigrade
6 heures du matin	[illegible]	[illegible]
12 M.	[illegible]	[illegible]
3 P. M.	[illegible]	[illegible]
6 P. M.	[illegible]	[illegible]

Météorologie enregistrée le 30 janvier, 11 h 35 P. M.
Baromètre (Thermomètre) dans l'acuelle [illegible]

Augusta, Ga.	[illegible]	Nashville, Tenn.	[illegible]
Cairo, Ill.	[illegible]	Natchez, Miss.	[illegible]
Cincinnati, O.	[illegible]	New Orleans	[illegible]
Columbus, O.	[illegible]	Pensacola, Fla.	[illegible]
Corinth, Miss.	[illegible]	Port Eads, La.	[illegible]
Dubuque, Ia.	[illegible]	Port Hudson, La.	[illegible]
Galveston, Tex.	[illegible]	Shreveport, La.	[illegible]
Indianola, Tex.	[illegible]	Vicksburg, Miss.	[illegible]
Jacksonville, Fla.	[illegible]	Wilmington, N. C.	[illegible]
Key West, Fla.	[illegible]	Wheeling, W. Va.	[illegible]
La Crosse, Wis.	[illegible]	Yazoo City, Miss.	[illegible]
Leavenworth, Kan.	[illegible]	Yankton, Dak.	[illegible]
Louisville, Ky.	[illegible]	Washington, D. C.	[illegible]

Hauteur des eaux au-dessus du niveau de la mer [illegible]

Cairo, Ill.	6.00	Nashville, Tenn.	12.00
Cairo, Ill.	22.04	New Orleans	5.00
Cincinnati, O.	26.00	Omaha, Neb.	—
Columbus, O.	—	Pittsburg, Pa.	14.04
Dubuque, Ia.	—	Portland, Or.	14.05
Galveston, Tex.	—	Shreveport, La.	9.07
Jacksonville, Fla.	—	St Paul, Minn.	—
Louisville, Ky.	12.04	Vicksburg, Miss.	30.00
Memphis, Tenn.	28.04	Yankton, Dak.	—
Nashville, Tenn.	12.00	Yazoo City, Miss.	[illegible]

W. F. McNODIE
Sergeant Signal Corps, U. S. A.

Mariages, mentionnées et dûdée inscrite au Bureau de l'Etat-Civil.

MARIAGES—Joseph Boyd à Mlle Olympia King. Lolgi Trahan à Marie Turck.
Dr W. Ryan à Mlle Annie R. Cook.
Joseph Hall à Mlle Amanda Walker.
Alex Alison à Catherine Fanion.
Chas L. Schaup à Mlle Mary T. Burnugeton.
Thomas R. Wagnerre à Mlle Henrietta V. Preble.

NAISSANCES—Mme H. W. Lersinger, une fille.
Mme Irma Klein, une fille.
Mme Mary Ryan, un garçon.
John Reinhardt, un garçon.
Peter Muller, une fille.
Joseph Abadie, une fille.
John R. Renard, un garçon.
Pat Sullivan, une fille.
C. Russell, une fille.
Henry Harmeyer, une fille.
G. Aschbel, une fille.
Rudolph Kornoffer, un garçon.
John McGinty, un garçon.
Jean Duffin, un garçon.
Joseph Kerr, un garçon.
Daniel Lisbo, une fille.
Joseph Natali, un garçon.
George Montalbano, un garçon.
John Ryan, un garçon.
Jeff Boyle, une fille.
Rudolph Kornoffer, un garçon.
Henry Style, un garçon.
C. Freman, une fille.
D. F. T. Shepard, un garçon.
W. J. Gleason, une fille.
Robert McAlister, un garçon.
James Gill, un garçon.
C. H. R. Cobbel, un garçon.
James Moore, une fille.
Joseph Coady, une fille.
E. A. Bernard, une fille.
Félix Calbrace, une fille.
George Hess, un garçon.
Louis Zellner, une fille.
Napoléon Davis, un garçon.
Adam Unger, un garçon.
Peter Smith, une fille.
D. Rand, une fille.
Henry Hiebell, un garçon.
John Kenny, une fille.
Capt. S. E. Jacquet, une fille.
Samuel Brook, une fille.

Décès—Joseph Smith, 60 ans.
Samuel Robinson, 9 ans.
Mme Ann Flannery, 62 ans.
Charles Dersey, 6 ans.
Edward Sparks, 39 ans.
Mme W Flanes, 1 mois.
Louise Angelain, 47 ans.
Joseph Dalck, 75 ans.
Marie Antoinette, 60 ans.
J. S. Bagbe, 66 ans.
Mme Sarah A. Wright, 23 ans.
James Stubbes, 11 jours.
Dr N. L. Dickey, 62 ans.
Henry Mayer, 16 ans.
Ernest Millon, 9 jours.
Willie Bode, 11 mois.

Paragraphes.—Le grand jury fédéral a trouvé bien à poursuivre Wm. J. Kane, John J. Murray et Henry Clark, que M. A. J. Graham, réclamé du troisième ward de la ville, qui avait refusé, lors de la dernière campagne électorale, de l'inscrire sur la liste des votants.

—Les commis de l'auditeur copient les tableaux d'imposition dont les percepteurs de taxes doivent se servir.

—Beaucoup de célébrités récentes ont disparu de la douane.

—A propos de la douane, on s'étonne du silence qui y règne.

—Les administrateurs sont informés que le bureau des bateliers de l'Etat commence, sous peu, les travaux qu'il a décidé de faire sur les levées de la paroisse Jefferson. De leur côté, MM. Hoskins et Wyman travaillent dans prévisions en vue de la prochaine crue des eaux.

—Est-il vrai que le poste de consul général américain à Mexico soit à la disposition de M. Dupuy, représentant de la Louisiane, et que M. Dupuy le refuse ?

—Une dépêche particulière de Washington, à la date du 29 janvier, nous annonce que M. Jackson Redpath, greffier de la commission Teller, vient d'arriver de la Nlle-Orléans, où, qu'il a mentionné, à qui de droit, le résultat de son enquête de cette du sénateur Cameron : résultat sans doute, le rapport, ajoute la dépêche, sera présenté au vendredi, qui recevra peut-être l'ordre de venir demeurer certaines explications à M. Hayes, lui ne court plus aucun danger.

—On a appris, hier, que trente-deux citoyens de Natchitoches et cinquante-huit de Caddo ont été arrêtés par les députés du marshal des Etats-Unis, sous prévention d'infractions aux lois électorales.

—Les malheureux qui ont confié leurs épargnes à la banque des affranchis, à Washington, trouveront une bobe de consolation dans la nouvelle que M. Ellis, représentant du deuxième district de notre Etat au Congrès, va chercher à les protéger, autant que possible, par un bill qui ordonne la vente immédiate du seul l'actif de l'institution et le dépôt du produit à le trésorerie ; le paiement, par le ministère des finances, dans les vingt jours, du montant, sans aucun chaque déposant a droit. Le bill allouer deux millions de dollars pour la mise à exécution. M. Ellis est d'avis que la nation est responsable des pertes éprouvées qui ont subies les affranchis trop crédules ; il vou, en même temps, fournir aux républicains l'occasion de prouver, par des actes, le sincérité de leur déclarations à l'égard des votants de couleur.—Les déposants domiciliés dans notre ville feraient bien de suivre les débats de la Chambre.

—M. Zerega, le grand armateur de la rue Cadrondelet, a été arrêté, dans la nuit de mercredi à jeudi, sur l'Avenue de la Louisiane, par trois individus qui l'ont poussé, terrassé, puis lui ont enlevé une montre et une chaîne en or.

—Il a été reçu, à la sous-trésorerie, depuis le dernier rapport, $11,885,07, dont $1,275.54 au département du revenu intérieur; $4,272; on bill, pour droits, $100, en argent, pour droits, $2,800 au bureau de poste, $3,639,35 de différentes sources.

—Le capitaine Manning a fait prisonnier, dans la rue Bourgogne, un nègre qui porte les noms de George Ann, Oscar Holmes et Arthur Holmes ; le nom de Holmes ayant la majesté, il présidait à la maîtresse. Holmes, donc, avait persuadé à une femme de couleur qui tient sur la Levée, une espèce de pension, qu'il était un riche planteur et ne voulait pas aller à l'un des grands *boarding houses*, parce qu'il craignait d'y perdre son incognito. Conduit par le capitaine de l'établissement, chez Agnes Beattie, demeurant au No 407 de la rue de la Douane, il y a été reconnu comme l'un des profiteurs d'âmes, qui était au marché, pour enlever d'une main une marchandise de dollars. On a trouvé sur lui des papiers et des lettres qui indiquent un négociant et un capitaliste au petit pied.

—Robert Shelley a fait arrêter, au coin des rues Ghost et Peter, Pat Mullen, qu'il accuse de vol de vingt-quatre dollars.

—Plusieurs citoyens de Shreveport, attendus par le bateau à vapeur Dauphin, sont accusés de vols des lettres adressées qui ont été [illegible]

—La Columbia Fire Company No 5 demande une nouvelle bâtisse aux autorités municipales.

—Les résurrections de cette des rues St Bernard et Tonti sont terminées, régulièrement, à trois heures du matin, quelle que soit l'obscurité.

—L'officier Tom a conduit au poste Jos Smith, Peyton Williams et Westley Hagan, qu'il croit dangereux.

—Hier, au sixième tour de scrutin, la convention démocrate a élu le Rév. James H. Wadsworth, prêtre missionnaire en Californie, évêque de la Louisiane, en remplacement de feu l'évêque Wilmer.

—La bétisse du pied de la rue Célèste est devenue un dépôt d'immondices.

—Un atout a volé le jardin de Mary Burgess, détenue complaisante d'un crime contre nature, à la prison cour de district de la paroisse d'Orléans, et condamnée, le 18 mai 1874, à trois ans de travaux forcés, pour le crime de sodomie, commis dans le Bordy Dyer, détenue et complaisante à six mois de prison de paroisse.

—Les réparaties de la rue Villere, de la rue de l'Esplanade à la rue St Bernard, sont plus d'une bonne variété qui exhale une odeur infecte. On ne comprend pas que les rues soient dans de tels [illegible]

—Trois des individus qui ont assailli et battu M. J. A. Hack dans la nuit du 27 de ce mois, ont été arrêtés, hier, et conduits en prison ils se nommaient Mahoney et Gaston Hall.

—La belle lampe à gaz que le Pleasure vient de faire poser devant ses bureaux est un sujet d'admiration pour les passants de la rue du Camp.

—La station du compteur est aussi sûre que celle d'une tête de cerveau qui est en [illegible] à un des spectacles de la troupe de l'aimable Hughes parlement notre opinion.

—Le miroir triangulaire du marchand de mercerie, qui fait face aux élégantes des deux sexes qui s'y admirent toutes les fois qu'il leur en tient envie.

—Les programmes du théâtre St-Charles sont parfaits.

[illegible]

—Le bruit de la vente du